

Le pouvoir veut la participation du FFS aux législatives anticipées

Le pouvoir à sa tête le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune veut convaincre le Front des forces socialistes (FFS), de participer aux élections législatives anticipées qui auront lieu avant la fin du premier semestre de l'année en cours.

Faire impliquer le FFS dans le prochain jeu électoral constitue, en ce moment, une priorité pour le régime qui veut éviter le retour des marches du Hirak.

Avec la participation du plus vieux parti de l'opposition aux législatives prochaines, le pouvoir gagnera plusieurs paris. D'abord, le FFS réglera par sa participation, d'au moins partialement, le problème lié au rejet des élections par les citoyens en Kabylie. Fortement implanté dans cette région, le FFS sera la locomotive qui permettra le retour de la vie politique ordinaire dans cette localité connue par son opposition farouche au pouvoir. Les militants et les cadres du parti dans les wilayas de Tizi Ouzou, Bejaia et Bouira briseront le mur de la crainte et ouvriront la voie aux autres formations politiques réinvestir le terrain politique.

L'adhésion du FFS à la course électorale sera également un gage de crédibilité. En effet, la communauté internationale à sa tête l'International socialiste et le Parlement européen prendront en compte la position du FFS dans l'élaboration de leurs points de vue sur la situation interne en Algérie. Le pouvoir ne veut plus de nouvelles condamnations du Parlement européens et des institutions des Nations-Unies chargées des questions des droits de l'homme.